

[Texte]

segments faibles d'une économie et d'une société, cimenter et alimenter en énergie tous les secteurs du régime économique.

Si l'on place au premier plan de nos préoccupations les besoins et les aspirations de nos compatriotes, l'avenir de notre pays avec ses immenses et abondantes ressources dépend plus qu'on ne le pense de l'élaboration d'un régime équitable d'imposition.

Dans notre système de gouvernement, la tradition et l'usage veulent que lorsque vient le temps de légiférer, l'exécutif présente d'abord un projet de loi à l'une ou l'autre des deux Chambres. Pour diverses raisons, cette façon de procéder n'a pas toujours été observée et le gouvernement actuel a jugé bon de rompre à nouveau avec la tradition lorsqu'il a décidé d'apporter les réformes à nos lois fiscales.

Avant de prendre des décisions, et je répète bien, avant de prendre des décisions et de rédiger une nouvelle législation, le gouvernement a jugé bon de consulter les législateurs à tous les niveaux de gouvernement, les spécialistes en fiscalité à l'extérieur du secteur gouvernemental et le public en général, vu l'influence fondamentale du régime fiscal sur notre économie, notre société et notre avenir.

En conséquence, nous avons élaboré des propositions de réforme que nous avons soumises au public pour discussion.

Nous avons invité le public à discuter chacune de nos propositions; celles-ci furent également soumises à l'attention de deux comités parlementaires, y compris celui devant lequel j'ai le privilège de paraître aujourd'hui.

Nous avons jugé à propos de susciter cette discussion et de solliciter des contre-propositions de la part de ceux qui croient que nos propositions sont injustes, irréalisables ou inapplicables.

Certains prétendent que les propositions du Livre blanc ne sont pas en réalité des propositions destinées à être discutées par le public, mais constituent en fait une politique déterminée et irréversible du gouvernement.

A partir de cette hypothèse complètement erronée, ils soutiennent ensuite qu'il faudra exercer des pressions considérables pour amener le gouvernement à modifier son approche, alors qu'en fait, aucune décision n'a encore été prise.

A ceux-ci je voudrais redire qu'on peut définir le Livre blanc qui nous préoccupe actuellement comme une charpente sur laquelle s'appuiera la réforme des lois fiscales. Tous et chacun ont la possibilité d'apporter leur contribution à la mise sur pied d'une nouvelle structure fiscale.

[Interprétation]

and society and to tie together and supply strength to all parts of our economic system.

The future of our country with its vast and rich resources, with the needs and aspirations of our people as our first concern, depends more than perhaps we realize on the development of an equitable system of taxation.

It has been the tradition and practice under our system of government that in legislating, the executive first presents a bill to either of the two Houses. This tradition has not always been followed, for one reason or another, and in the judgment of the present Government the reforming of our tax laws was another occasion for breaking with the tradition.

Before taking any decision and before drafting a new legislation, the government decided to fully consult the legislators at all levels of government, the tax experts outside of government and the general public, in view of the fundamental influence of the tax system on our economy, our society and our future.

Consequently, we have prepared tax reform proposals for public discussions.

We have invited public discussion on every single proposal; these proposals were also placed before two committees of Parliament, including this body before which I have the privilege of appearing today.

We have deemed proper to invite this discussion and we have asked for alternative proposals from those who believe our proposals unjust, unpractical or unworkable.

There are those who say our White Paper proposals are not in fact proposals for public discussion, but represent firm and settled policy of the government.

Proceeding from this completely erroneous hypothesis, they argue further that great pressure will have to be exerted to get the government to change its mind when in fact no decision has yet been taken.

To these people, let me repeat that we might define the White Paper with which we are now concerned as a framework on which tax reform legislation will be based. Everyone has the opportunity to make his contribution to the building of the new tax structure.